

Communistes

www.PCF.fr

Europe Pour la paix et contre l'austérité (p. 3)



Vidéo

Fabien Roussel
est l'invité de
BFM TV -
6 mai 2025

Narbonne : l'enjeu de la sécurité (p. 6)

Sondage

Jusqu'ici le jugement du tribunal de Paris condamnant Marine Le Pen pour détournement de fonds publics semblait laisser l'opinion publique indifférente. Il y a quelques jours pourtant un sondage (Odoxa, Public Sénat) signalait que Le Pen (ou son clone) caracolait certes toujours en tête au premier tour de la présidentielle mais – il y a un mais – au second tour elle était sèchement battue. Et ça c'est un peu nouveau car toutes les études des derniers mois la donnaient alors gagnante. Ce n'est qu'un tout petit sondage, tout peut encore advenir. Pourtant depuis le 31 mars, on dirait que quelque chose est en train de bouger, non ?

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € *« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »*

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Arcelor-Mittal (Dunkerque), Arcelor-Mittal (Florange), Sanofi, Novartis, Boiron, Air liquide, Yves Rocher, Exxon Mobil, Vencorex, Solvayn Novares, Michelin, Bosch, Valeo, Stellantis...etc, etc...

Ce n'est qu'un début, la casse continue !



Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

8 mai 2025, à partir de 15h : La section PCF et l'UL CGT de Champigny-sur-Marne vous invitent à un 8 mai de mémoire et de Résistance. Au programme, à 15h, Projection d'un film sur Joseph Epstein, résistant communiste et membre du groupe Manouchian. à 16h, Débat : "Contre le fascisme, une histoire toujours bien vivante" en présence de Guillaume Roubaud-Quashie, historien. Musée National de la Résistance, Champigny-sur-Marne (94)

10 mai, à partir de 15 h : Ciné-débat organisé par la section Ducloux pour les 80 ans de la Sécurité sociale, projection de *La Sociale*. Entrée libre. Salle Anna Marly, Beaumont (63)

13 mai, à partir de 18h30 : Rencontre avec Fabien Roussel à l'occasion de la sortie de son livre *Le parti pris du travail*, 12 place de l'Église, Vitry-sur-Seine (94)

15 mai, à partir de 18 h : Soirée publique organisée par le PCF 69 dans le cadre de la campagne nationale « Vive la culture ! » : débats, riposte et solidarité. Cette rencontre rassemblera des acteurs-rices culturels, des élus, des syndicalistes et des voix engagées de la société civile autour de deux grandes tables rondes. Salle des fêtes, Parc Chabrières, Oullins (69)

16 mai, à partir de 18h40 : Conférence-débat et témoignage de salariés et syndicalistes sur le thème de l'emploi et de la formation dans l'industrie et les services publics, avec notamment la présence de Séverine Dejoux, déléguée CGT de Vencorex. Maison des syndicats, Valence (26)

17 mai : Assemblée générale des vétérans de Savoie, à Chambéry (73)

17 mai, à partir de 9 h : Initiative Industrie : construire face aux défis d'aujourd'hui, organisée par la fédération de l'Isère. Échanges avec des représentant-es syndicaux-ales et table ronde. Inscriptions : 04.76.87.70.61 ou contact@pcf-isere.fr. 20 rue Émile-Gueymard, Grenoble (38)

17 mai, à partir de 11 h : Fête de l'Avenir 35 : débats, expo, concerts, stand up, petite restauration, jeux... EPI Condorcet, Saint-Jacques-de-la-Lande (35)

17 mai, à partir de 11 h : Fête de l'Humanité 72 : des débats, à 11 h, « De la liberté d'avorter à l'accès à l'IVG, quels obstacles ? » ; 14h30, « La culture, un enjeu citoyen et un défi politique » ; 16h30, « La sécurité, un droit fondamental pour toutes et tous », et toute la journée : concerts (dont la rappeuse Kunthea à 20h30), village associatif, espace jeux, restauration, accueil des enfants. Entrée gratuite, bon de soutien à 5 €, salle Barbara, Le Mans (72)

17 mai, à partir de 14 h : La Fédération PCF 78, à l'initiative de l'Amicale des vétérans vous invite au débat : « La Dette publique arme politique », avec Éric Bocquet, maire de Marquillies et ancien sénateur. Maison des communistes, Trappes (78)

18 mai, à partir de 10 h : Fête de l'Huma 32, avec deux grands débats en présence de Jean-Luc Gibelin et Jean-Paul Lecoq. Repas sur inscription : pcf.gers@wanadoo.fr. Salle polyvalente, Pavie (32)

20 mai : Assemblée générale des vétérans du Gard : À Alès au Prolé à 11 h, pour le secteur du Bassin alésien et des Cévennes. Cette rencontre se clôturera par un apéritif dînatoire. À Nîmes au cercle de l'Avenir à 16 h, pour Nîmes et sections limitrophes, cette réunion se terminera par une collation.

21 mai, à partir de 19 h : Fil rouge : Le Parti communiste en entreprises avec Frédéric Mellier, membre du secrétariat du secteur Entreprises du PCF. Lien permanent : <https://visio.pcf.fr/b/ant-qju-dno-gcx>

23 mai, à partir de 10h30 : Dans le cadre de la campagne Services publics et industrie, la fédération de l'Orne accueille le député de la Seine-Maritime Édouard Bénard. Au programme : rencontre à l'école de production avec des jeunes en décrochage scolaire, rencontre avec la CGT SNOF, rencontre avec la CGT santé, puis à 18h45 rencontre publique avec Édouard Bénard à Argentan, salle

Maupassant (61)

24 mai, à partir de 10 h : Montée de Mur des fédérés : rassemblement sur la place des Fêtes puis départ de la manifestation à 14h30 pour se rendre au cimetière du Père-Lachaise. Paris (75019)

24 mai, à partir de 16 h : Débat : Guerre mondiale, menace ou réalité ? Organisé par la section du Parisis. Avec Emmanuel Maurel, député du Val-d'Oise, et Vincent Boulet, responsable du secteur International. Section du Parisis, Cormeilles-en-Parisis (95)

31 mai, à partir de 10h30 : La section PCF de La Ciotat organise sa traditionnelle fête, avec expositions, discours, tombola, stands associatifs, buvette, pétanque, plage, etc. Grande tablée autour d'une paëlla. Espace Le Golfe, La Ciotat (13)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

7 mai, 15 h-18 h : Séminaire : Aborder la notion d'idéologie en analyse de discours et en sociolinguistique.

Première séance : Approches matérialistes du langage
À la Fondation Gabriel-Péri, tour Essor, 22^e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin, Métro Hoche (ligne 5)

Inscription : inscription@gabrielperi.fr

Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_T3HAJe4NTOaESSuN
X9bKww#/#/registration

13 mai, 18 h-20h30 : Conférence : La Colombie : les défis après la victoire contre l'extrême droite et contre l'impérialisme
À la Fondation Gabriel-Péri. Avec Jaime Caycedo, anthropologue et secrétaire général du Parti communiste colombien. Inscription : inscription@gabrielperi.fr

Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_ZfvDhjINS7SozysjJug
JQ#/#/registration

23 mai, 14 h-18 h : Séance 7 du séminaire Les Ateliers sur l'histoire du communisme : Regards internationaux sur l'eurocommunisme.
À la Fondation Gabriel-Péri. Avec Alice Ciulla (Université de Rome 3) ; Fusao Ushiro (professeur, Aichi University Japon) ; Martin Cortés (Conseil national de la recherche scientifique et technique, Argentine) ; Martina Marchesi (École normale supérieure, Pise) ; Anastasia Koukouna (université de Lausanne, Suisse).
Inscription : inscription@gabrielperi.fr

Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN__Qdac-dJRVG_ekMcRvheBw#/#/registration

26 mai, 19 h-21 h : Rencontre : L'Afrique de l'Ouest émancipée du joug néocolonial ? Retrait militaire de la France et nouvelles alliances.

À l'Espace Niemeyer, siège du PCF, 8 av. Mathurin-Moreau, 75019 Paris
Avec Seïdik Abba (journaliste, écrivain et universitaire) ; Félix Atchadé (responsable du collectif Afrique du PCF) ; Salomé Maïers Naem (secrétaire nationale en charge des relations avec les partis politiques en Europe, Parti des peuples d'Afrique-Côte d'Ivoire, PPA-CI) ;

Caroline Roussy (directrice de recherche à l'IRIS, responsable du Programme Afrique) ; Thierry Vircoulon (chercheur associé à l'Ifrri)
Grand témoin : Catherine Coquery-Vidrovitch (historienne)

Inscription : inscription@gabrielperi.fr

Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_N5CYdou9ROCIMKQgxmW2w#/#/registration

Conférence européenne contre l'austérité et pour la paix



LUNDI 5 MAI | À PARTIR DE 18H30

**CONFÉRENCE EUROPÉENNE
CONTRE L'AUSTÉRITÉ
ET POUR LA PAIX**



**EN PRÉSENCE DE
FABIEN ROUSSEL**
Secrétaire national du PCF



et de nombreux
partis communistes européens



SUR INSCRIPTION
www.pcf.fr/conference_europeenne_paix

L'Europe est à la croisée des chemins : s'enfoncer dans la guerre et l'austérité ou se réinventer pour la paix et le progrès social et écologique dans le respect de la souveraineté des nations et par la coopération avec les peuples du monde. C'est ce chemin qu'ont proposé les partis communistes, le 5 mai à Paris, pour une alternative à la droite et à l'extrême droite ! Avec le PCF, PCE, PCP, PRC, PTB, AKEL, KPÖ, KSCM.

Appel collectif signé par des élus, parlementaires et militants politiques et initié par la commission Économie sociale et solidaire du PCF

La menace de fermeture de Vencorex, puis **décision gravissime le 10 avril du tribunal de commerce de Lyon qui vient de décider d'offrir au chinois Wanhua l'entreprise Vencorex**, en liquidant au passage 273 emplois ! Nombreux sont les syndicalistes, élus, citoyens mobilisés dès le premier jour, tandis que l'État n'a pas pris sa responsabilité. Il a refusé dans un premier temps la nationalisation provisoire pour ensuite saboter le projet porté par les salariés. Le journal *l'Humanité* a largement documenté ce scandale !

Dans leur décision, les juges consulaires n'ont pris en compte que le montant du chèque de Wanhua de 1,2 million et l'engagement de 19 millions d'investissements d'ici 2027, sans examen des conséquences territoriales, humaines et sur notre souveraineté nationale : 2 000 postes en aval et 6 000 en amont menacés et la fragilisation de l'activité de la filière chimie, nucléaire, aéronautique et de défense dépendante des productions de Vencorex. Et ils livrent sur un plateau à Wanhua pour la somme dérisoire de 100 000 euros les brevets et les procédés industriels de l'entreprise !

Malgré le soutien des élus territoriaux, de banques et d'entreprises qui s'engageaient à participer au tour de table financier (120 millions à l'horizon 2029), le tribunal s'est obstiné et le gouvernement n'a pas jugé bon d'intervenir pour sauver ce fleuron industriel français. La situation de Vencorex illustre dramatiquement les conséquences de la désindustrialisation du pays qui peut atteindre un point de non-retour.

Le gouvernement doit désormais intervenir en urgence et utiliser le levier de la nationalisation transitoire le temps que le projet porté par les salariés puisse aboutir, comme le demandent les syndicats CGT et CFE-CGC. Et il doit décréter un moratoire sur les plans de licenciements dans l'industrie.

En outre, deux décisions sont nécessaires pour cesser la liquidation de notre industrie via les tribunaux de commerce.

La première décision, c'est de voter la proposition de loi déjà présentée sans succès il y a quelques années par Marie-George Buffet et redéposée en 2023 par le groupe GDR à l'Assemblée nationale « Pour le droit de préemption des salariés en cas de vente de leurs entreprises », ce qui leur permettrait d'être prioritaires lorsqu'ils souhaitent acheter cette entreprise pour la transformer en coopérative. La « SCIC Vencorex » permettrait non seulement aux salariés de devenir copropriétaires, mais également co-décisionnaires avec tous ceux – territoires, entreprises de la filière chimique qui le décideraient. Une gestion démocratique et une fixation sur le territoire sans risque de délocalisation, ni d'OPA. Dans ce cadre, le tribunal de commerce n'aurait pas pu faire le choix de Wanhua.

La deuxième décision, c'est de modifier en profondeur la composition des tribunaux de commerce qui doivent comprendre des salariés et des élus territoriaux et plus seulement un petit cénacle de patrons du commerce. Le montant du « chèque de reprise » ne peut plus être le seul critère : les conséquences industrielles, sociales, territoriales et écologiques doivent être examinées en priorité, ce que ne font pas les tribunaux de commerce. Les lois protégeant les salariés et les lois protégeant les territoires doivent s'imposer aux juges consulaires ainsi contraints par la loi de les prendre en compte.

Pour l'entreprise Vencorex, la somme nécessaire à la poursuite de l'activité était au total de 120 millions d'euros. Une somme quasi dérisoire au regard du coût des licenciements, des conséquences sociales et territoriales et du coût écologique avec le transport du sel par camion depuis l'Allemagne et de la dépollution du site estimée à 1 milliard si l'usine s'arrête.

Dans la loi sur le droit de préemption, il était proposé, avec l'aval de l'intersyndicale de l'épargne salariale, d'affecter au financement des reprises d'entreprises par les salariés non seulement des tours de table des banques solidaires et des territoires, mais aussi des sommes issues de l'épargne salariale. En prélevant seulement 10 % sur les 148 milliards de cette épargne, il serait possible de financer de multiples reprises !

Cessons de laisser la France s'appauvrir sans bruit, exigeons le développement des coopératives ouvrières et des SCIC sociétés coopératives d'intérêt collectif, lieu d'émancipation, de démocratie, premier nouveau droit des salariés. Organisons une campagne pour obtenir le droit de préemption des salariés, ainsi qu'il est proposé dans le programme du NFP, après de longues années de bataille de la commission nationale Économie sociale et solidaire du PCF !

Ce serait un premier pas vers l'obtention pour que les salariés disposent de nouveaux pouvoirs d'intervention sur les choix des entreprises comprenant un droit de veto et un droit de contre-proposition avec les moyens financiers permettant de l'exercer. ✪

Cliquer pour voir la pétition



Quelle(s) mixité(s) ?

A lors que la ségrégation scolaire est l'une des marques de fabrique du système éducatif français, les ministères successifs de l'éducation s'emploient à en aggraver les effets. Tout en prétendant défendre la mixité, « condition de la réussite de chaque élève » (sic). Mais de quelle mixité pour quelle réussite s'agit-il quand le mantra des droites et de l'extrême droite est « l'égalité des chances », étant bien entendu qu'il ne s'agit pas de la réussite de tous mais de chacun en fonction de ses « talents », évidemment naturels !

Or la non-mixité est une construction politique de ségrégations, qu'elle soit sociale, ethnico-raciale, genrée ou scolaire, les unes et les autres en relations, voire cumulées. Seuls des choix politiques authentiquement démocratiques peuvent permettre que cessent les cloisonnements et les séparatismes à l'école, par la mise en place de véritables mixités scolaires indispensables à une société non hiérarchisée.

Carnets rouges dans ce numéro a fait appel à des chercheurs en sciences sociales, des enseignants, une élue, pour analyser et comprendre les mécanismes « bienveillants » à l'œuvre pour organiser et planifier les ségrégation, relégation, discrimination, orientation subie, de plus en plus précoce, envers nombre d'élèves des zones paupérisées et/ou issus de l'immigration ou perçus comme tels. L'école républicaine n'est pas une école démocratique quand elle veut imposer le « choc des savoirs », et réserve aux élèves des classes populaires des dispositifs qui les assignent à des suppléments d'âme totalement inopérants « de prévention, de citoyenneté, d'intégra-



tion » ; les enferme dans des voies sans perspectives où l'expression de leurs choix ou de leurs désirs est déniée. Qualifiés d'élèves « défavorisés » par leurs origines, sociale, ethnico-raciale, genrée, (terme terrible devenu quasi hégémonique), ces élèves n'ont qu'à bien se tenir, coupables d'être responsables de leurs échecs.

L'école républicaine ne l'est pas non plus quand est fait le choix assumé de casser l'école publique pour favoriser les fuites vers le privé, bénéficiant de généreux financements sans respect de ses obligations, voire par des pratiques frauduleuses, au bénéfice d'élèves de classes supérieures y faisant fructifier leur capital scolaire.

Aux autres les compétences psycho-sociales qui font florès et prescrites sur le marché du travail.

Si le volontarisme en matière de mixité ne peut résoudre l'ensemble des problèmes qu'elle soulève, comme le montrent certaines expériences menées (Haute Garonne), si la résistance aux prescriptions a des limites, les témoignages d'enseignants qui ont refusé le tri des élèves imposé par « le choc des savoirs », prouvent leur attachement à la mixité et plus encore son efficacité.

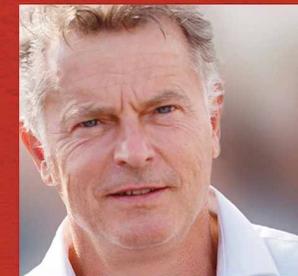
Ce numéro de *Carnets rouges* invite à mettre en partage savoirs et expériences en mouvement, que s'invente une transformation radicale de l'école, où les mixités, sociale, ethno-raciale, genrée, soient un levier pour en finir avec la haine, affirmer que la culture est le bien de tous et promouvoir une égalité émancipatrice.✪

Christine Passerieux, Rédactrice

Carnets rouges mai 2025 :

Ecole: de quelle (s) mixité (s) parle-t-on?

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS DU TRAVAIL

Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF



À retrouver dès maintenant en librairie ou sur boutique.pcf.fr

La section de Narbonne organise une rencontre sur la question de la sécurité

Les communistes et leurs élus ont défini plusieurs priorités majeures pour renforcer la sécurité et garantir la tranquillité publique : le recrutement de 60 000 fonctionnaires dans la police, la gendarmerie et les douanes ; la revalorisation des salaires ; l'abrogation de la réforme de la police judiciaire ; l'intensification de la lutte contre les réseaux criminels majeurs ; le maillage territorial avec davantage de brigades de gendarmerie et de commissariats au plus près des habitants, la question diplomatique ou encore la complémentarité entre les policiers municipaux et nationaux sans jamais tomber dans le transfert des missions devant relever d'une politique nationale. Ces propositions ont été portées par une délégation composée de parlementaires communistes à l'Assemblée nationale lors de leur rencontre avec le ministre de l'Intérieur. Face à l'intensification des violences et des trafics

(drogues, êtres humains...), le PCF a placé la sécurité et le droit à la tranquillité au cœur de ses priorités. Les familles des quartiers prioritaires, les habitants de nos villages ainsi que les agents des services publics et les élus locaux subissent la montée de l'insécurité, les effets sur leurs territoires et sur la santé publique des populations ainsi que les menaces liées à des réseaux criminels toujours plus présents. Nos parlementaires ont également souligné que la sécurité reste une compétence régalienne de l'État, qui doit s'investir pleinement pour garantir à toutes et tous un cadre de vie paisible, condition essentielle à l'épanouissement individuel et collectif. Les collectivités locales, quant à elles, doivent pouvoir continuer à jouer leur rôle complémentaire dans la cohésion sociale et la promotion de l'égalité sur tout le territoire. Cependant, les annonces budgétaires pour 2025 et les prévisions pour 2026

faites par le Premier ministre suscitent des inquiétudes, menaçant directement le fonctionnement de nos communes, des services publics locaux, leurs agents, et leur capacité à remplir leurs missions. Enfin, cette démarche s'inscrit dans un contexte où le Parlement va examiner un projet de loi sur le narcotrafic. Les élus communistes entendent ainsi contribuer activement aux débats et à l'élaboration de solutions concrètes face aux enjeux de la sécurité. Nous voulons une approche cohérente, sans tomber dans la surenchère répressive sans lendemain ou dans l'obsession migratoire de l'extrême droite, en abordant cet enjeu de manière globale en alliant les réponses dans les domaines de la prévention, de la santé publique, de la médiation, d'enquête, de répression comme de réinsertion pour combattre à la racine les logiques de domination et d'exploitation qui forment la pierre angulaire de tous les réseaux criminels ou délinquants. ✪

TRANQUILLITÉ ET SÉCURITÉ PUBLIQUES : "DES ENJEUX COMMUNS À DÉBATTRE"

PREVENTION MEDIATION CONSOMMATION D'ALCOOL POLLUTIONS SONORES PROTECTION INNOVATIONS

DÉBAT PUBLIC NARBONNE

MARDI 6 MAI À 18H
BOURSE DU TRAVAIL - SALLE LACROIX

DÉBAT EN PRÉSENCE DE :
CHRISTINE CARLESSO,
Conseillère Municipale PCF Narbonne et Conseillère au Grand Narbonne ;
BRUNO BRÉHON,
Conseiller Municipal PCF Narbonne et Conseiller au Grand Narbonne ;
CLAUDE RAMOND-MAZAURY,
En charge de la question de la sécurité au PCF Narbonnais.

INVITÉ :
JEAN-LOUIS ARAJOL,
Consultant et Auteur,
qui dédicacera son dernier livre à l'issue du débat.

INSECURITE : ETAT D'URGENCE
PROFESTI POUR UNE POLICE REPUBLICAINE

PCF PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION :
Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Amado Lebaube,
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

EXPOSITION



Libres comme l'art a le plaisir de vous inviter à l'exposition

Vietnam, les toiles de la paix

De Picasso à Soulages, de la « Salle rouge » à Grapus...

Toiles, dessins et affiches en solidarité avec la lutte du peuple vietnamien présentés à l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de la guerre

Espace Oscar Niemeyer
Siège du Parti communiste Français
2, place Colonel-Fabien
Paris 19^e - M^o Colonel-Fabien

Exposition du 30 avril au 14 juin
Espace Niemeyer

Entrée libre. Ouvert du mardi au samedi de 12h à 19h.
Fermé les jours fériés, 1^{er} mai, 8 mai, 29 mai.

Entre 1945 et 1975, la lutte du peuple vietnamien pour son indépendance entre dans l'histoire en sortant victorieuse de deux guerres, contre l'occupation coloniale française de l'Indochine et contre la guerre d'agression américaine. Ce combat héroïque inspire l'engagement de nombreux artistes.

Lors de la guerre d'Indochine, Picasso signe un célèbre portrait d'Henri Martin et dessine pour *L'Humanité* « La danse de la paix » en 1954.

Contre la guerre américaine, une immense manifestation culturelle, la « Journée des intellectuels pour le Vietnam » a lieu le 23 mars 1968 porte de Versailles. Des dizaines d'artistes exposent et prennent la parole, parmi eux Picasso, Soulages, Jean Vilar, Joseph Kessel, Elsa Triolet, Delphine Seyrig... Joris Ivens et Marceline Loidan-Ivens y présentent leur film « 17^e parallèle ».

De son côté, la nouvelle génération du comité du Salon de la jeune peinture, de Gilles Aillaud à Christian Zeimert, organise l'exposition la « Salle rouge pour le Vietnam ». En 1969, un tout jeune collectif de graphistes, né dans la foulée de mai-juin 68, Grapus, émerge en réalisant une série de neuf affiches pour la paix au Vietnam. Toute la jeunesse chante alors la paix avec Joan Baez.

L'exposition « Vietnam : les toiles de la paix » raconte cette effervescence artistique en présentant toiles, dessins et affiches réalisées dans cette période.



La légende SKF* Lutte, emploi, industrie

SKF-Ivry, c'était une usine de pointe dans le roulement à billes, 600 salariés, un syndicat CGT très majoritaire, un entourage populaire et communiste fort.

1983 : les actionnaires suédois décident de sa fermeture ; l'inspection du travail approuve ; le ministre de l'Industrie (Fabius) aussi. Les salariés occupent alors l'entreprise ; ils multiplient les propositions alternatives, ainsi que les initiatives (voyage en Suède, manifs, colloques, etc.). Durant près de 3 ans, une sorte de « communauté » ouvrière s'installe dans et autour de l'usine.

1985 : les CRS envahissent l'entreprise ; les salariés prennent cela pour un affront et « reprennent » les bâtiments : ils tiennent les lieux une matinée entière. SKF-Ivry, c'est tout à la fois l'histoire d'une dignité ouvrière, d'une formidable bataille contre la désindustrialisation, celle d'un puissant mouvement de solidarité aussi et celle enfin de la gauche au tournant de la rigueur.

*14 euros, éditions du Petit Pavé, boîte postale 17, 49320, Brissac-Quincé, 0241546021
contact@petitpave.fr



SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Non à l'annexion de Gaza ! La France doit urgemment reconnaître la Palestine

Le gouvernement israélien a annoncé sa volonté d'annexer la bande de Gaza, territoire palestinien, et d'en déplacer les habitants. C'est une nouvelle grave escalade dans le bafouement du droit international.

Israël avait déjà annexé et colonisé la bande de Gaza de 1967 à 2005, avant de s'en retirer et de démanteler les colonies. À partir de 2007, un blocus est imposé à l'enclave palestinienne, créant des conditions économiques invivables, auxquelles s'ajoutent de fréquentes destructions d'infrastructures civiles.

Depuis un an et demi, les bombardements incessants, l'entrave à l'aide humanitaire, la famine et le blocus autour de la bande de Gaza ont fait plus de 50 000 morts palestiniens, dont une majorité de civils. L'ONU dénonce une crise humanitaire et une politique délibérément cruelle, contraire aux principes humanitaires fondamentaux.

La France, par la voix de Jean-Noël Barrot, condamne le plan d'annexion de la bande de Gaza et admet une infraction avec le droit international. Au-delà des déclarations, il est urgent pour la France de passer aux actes concrets, en reconnaissant l'État palestinien et ses territoires tels que définis depuis bien longtemps par les Nations unies.



C'est de toute évidence un levier important pour faire arrêter l'occupation et les crimes de guerre. La bande de Gaza fait nécessairement partie de l'avenir du peuple palestinien, le Conseil de sécurité doit le faire respecter. Le Mouvement jeunes communistes de France est pleinement engagé pour faire grandir la mobilisation et la pression populaires sur le Président de la République, afin qu'il reconnaisse l'État palestinien sans conditions dans les prochaines semaines. 🇵🇸



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Les partis communistes européens engagés pour la transformation sociale et pour la paix



Lundi 5 mai, le PCF a invité sept partis communistes et ouvriers européens à se réunir à Paris : le Parti communiste portugais, le Parti communiste d'Espagne, le Parti du travail de Belgique, le Parti de la refondation communiste-gauche européenne (Italie), AKEL (Chypre), le Parti communiste d'Autriche et le Parti communiste de Bohême-Moravie. Ce format de travail a pour objectif d'offrir un espace de dialogue à des partis communistes membres du groupe The Left au Parlement européen ou bien membres ou observateurs du PGE. Le mouvement ouvrier en Europe est, au-delà de la grande diversité des situations nationales, confronté à des défis communs : ceux de la nouvelle phase de la mondialisation capitaliste et de ses fracturations, des réactions de l'impérialisme

américain avec la guerre commerciale de Trump, et de ses contradictions, ceux de la crise sociale et démocratique européenne accentuée par les politiques austéritaires des traités et des classes dirigeantes européennes, ceux des risques d'une guerre européenne et du surarmement. L'essor de l'extrême droite, et la montée en puissance de son projet xénophobe et de démantèlement des conquêtes sociales et démocratiques des peuples, est une réalité dans l'ensemble de l'Europe ; de même que l'est celui d'une partie des bourgeoisies de s'appuyer ou d'utiliser de telles tendances pour écraser la gauche. Le choix des bourgeoisies européennes d'enclencher une marche vers l'économie de guerre, pour essayer de redonner un élément commun à une construction capitaliste de l'UE qui

n'en a plus guère, est lourd de régressions sociales et démocratiques majeures à l'échelle continentale. L'ensemble des partis, dans leurs conditions nationales propres, est donc confronté à la question de la construction de majorités sociales et politiques capables non seulement de s'opposer efficacement à de telles régressions historiques, mais encore de porter l'exigence d'une alternative de transformation et d'émancipation sociale et démocratique, sur une base unificatrice de classe, et non sur celle de l'exacerbation des communautarismes.

La question d'une politique de paix est donc centrale en Europe. Les critiques de l'OTAN, du plan « Rearm UE » et de l'impasse stratégique de la soumission de l'UE à l'OTAN et aux USA, dont on voit

aujourd'hui toute l'ampleur, sont bien entendu partagées. Il s'agit également d'exiger en commun la construction d'une alternative pour la sécurité collective des peuples en Europe, alors que les classes dirigeantes du continent le poussent sur la voie d'une confrontation armée.

L'exigence d'autres coopérations européennes, fondées non pas sur la logique capitaliste mais sur les intérêts communs des nations souveraines et associées, est également un autre point fort. Cela s'applique dans les domaines de l'industrie, de l'énergie, des transports par exemple. Cela fait écho aux revendications portées il y a 20 ans par le non de gauche en France. Le piétinement des résultats des référendums français et néerlandais par les classes dirigeantes européennes est une des sources de la crise structurelle d'une UE condamnée à mendier des faveurs à Washington ou à s'enfoncer dans un fédéralisme armé et nucléarisé. Le tour de table de la situation dans les différents pays a montré à quel point l'offensive contre les droits sociaux, contre les services publics, contre les retraites était commune, prenant pour prétexte l'instauration d'une économie de guerre.

Mais ce même tour de table montre aussi que des potentialités existent. Des mobilisations sociales importantes ont lieu en Belgique. Des évolutions politiques intéressantes sont à noter dans un certain nombre de pays, comme le fait que le PD italien se soit opposé à « Ream UE », ou encore la mobilisation sur les quatre référendums italiens sur l'assouplissement de l'accès à la nationalité et sur le code du travail qui auront lieu les 8 et 9 juin. En Autriche, la défense du statut de neutralité est soutenue par une majorité écrasante de la population.



La situation politique et sociale n'est donc pas figée en Europe et des bases pour faire bouger les rapports de force en faveur de la paix et du progrès social existent.

Sur tout cela, les partis communistes ont souligné l'importance de poursuivre les échanges et le travail commun.✚

Vincent Boulet



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>